

GOUGLERA

Une conseillère nationale veut la transparence



MARC-ROLAND ZOELLIG

La conseillère nationale PDC Christine Bulliard (PHOTO A. ELLENA) estime que les autorités communales de Chevilles n'ont pas été impliquées suffisamment tôt dans le processus ayant conduit la Confédération à racheter la Gouglera pour y installer un centre pour requérants d'asile. La Singinoise a déposé une interpellation dans laquelle elle demande au Conseil fédéral de «faire toute la transparence» sur le statut du site. Elle souhaite aussi que le futur centre, dont l'ouverture est prévue en 2017, accueille des personnes en début de procédure d'asile et non des requérants déboutés.

D'ailleurs, pourquoi la Confédération n'a-t-elle pas, à ce jour, fait toute la lumière sur ce dernier point, interroge Christine Bulliard. Elle demande aussi au Conseil fédéral s'il compte tirer les leçons de ce qui s'est passé à Chevilles en impliquant, à l'avenir, les autorités communales à un stade plus précoce du processus.

La conseillère nationale rappelle que Fribourg est le premier canton suisse à avoir proposé un site adapté à la Confédération, conformément à la révision de la loi sur l'asile votée en 2013 et prévoyant l'implantation de centres fédéraux destinés à accélérer les procédures. «Le Secrétariat d'Etat aux migrations a visiblement mal maîtrisé sa communication à l'endroit des autorités locales et régionales», déplore Christine Bulliard. Ce qui a, selon elle, «entraîné des débordements déplorables lors de la soirée d'information du 25 février 2015». Des débordements «encouragés par une partie des élus locaux et régionaux, qui ont jeté de l'huile sur le feu et n'ont pas assumé leurs responsabilités à l'égard du canton de Fribourg et de la Confédération», estime la conseillère nationale. |